

L'ADDIP, Coordination Pyrénéenne, communique :

La Secrétaire d'Etat à l'Ecologie était venue le 26 Juillet, selon ses propres mots « pour écouter, comprendre et surtout renouer le dialogue avec l'Etat ... *au plus près du terrain* ».

A Toulouse, tous les députés, sénateurs, présidents de conseils généraux, de chambres d'agriculture, responsables professionnels et syndicaux, associations d'éleveurs et d'usagers de la montagne des 4 départements*, ont parlé d'une même voix. Ils ont expliqué le rôle irremplaçable de l'élevage de montagne : sa dynamique de développement économique, son impact positif sur le tourisme, sur la biodiversité, sur l'accès de la montagne à tous, sur la beauté des paysages Pyrénéens. ils ont dénoncé, unanimes, les 10 années d'impossible coexistence *sur le terrain* entre l'homme et l'ours.

La déception *sur le terrain* est immense. Une fois de plus, les associations ultra-environnementalistes complètement minoritaires à Toulouse, et sans aucune représentativité démocratique ou professionnelle, ont fait la preuve de leur toute puissance sur l'administration de l'Ecologie : commissions d'expertise variées, analyses de comportement des ours ... des mesures destinées uniquement à gagner du temps, dont la facture est envoyée directement aux contribuables !

Nos arguments et nos propositions ont été complètement ignorés, mais la réalité du terrain nous donne ô combien raison : la mort accidentelle de l'ourse slovène Franska est une démonstration supplémentaire, implacable, cinglante, de l'absurde entêtement à poursuivre ce plan de réintroduction sans aucun fondement écologique, utopique, coupé des réalités et grand fossoyeur de fonds publics.

Dans un climat social détestable, où l'irréparable –nous en avons la démonstration- peut se produire à tout moment, il est urgent d'agir pour sauvegarder le pastoralisme dans les Pyrénées. Quant à la population d'ours, ces mêmes intégristes de l'écologie -en refusant toute idée d'espace dédié aux ours- la conduisent aussi radicalement qu'ils l'ont fait pour Franska à une mort proche, et certaine.

Des solutions existent. Devant l'incapacité du ministère de l'Ecologie à les entendre, l'ADDIP, Coordination Pyrénéenne, demande audience au Président de la République pour les envisager de façon claire, concrète et objective, comme nous l'avions fait lors de notre entretien prometteur avec Chantal Jouanno –conseillère à l'Ecologie à l'Elysée - le 16 juillet.

Nous appelons tous les élus et responsables professionnels et institutionnels, les syndicats, les éleveurs, les citoyens à défendre notre patrimoine Pyrénéen, chacun selon ses moyens. Nous appelons à nous rejoindre tous les amoureux de la montagne, promeneurs, randonneurs, chasseurs, pêcheurs, Pyrénéens de souche et de cœur qui ne veulent pas d'une montagne sans agriculture, sans champs, sans hommes ni troupeaux, sans transhumance, sans pistes ni sentiers, livrée aux ronces et aux broussailles.

Foix, le 11 Août 2007

*Ariège, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques.

[Informations sur l'ADDIP](#)